

— afval afkomstig van verzorgingscentra;
 — dierlijke afvalstoffen;
 — elke andere door de vergunning tot exploitatie van de stortplaats uitgesloten afvalstoffen.
 De wegens dit artikel toegelaten afvalstoffen zullen aan de in de ingediende aanvraag vermelde kenmerken voldoen.

Art. 3. De verkrijger is ertoe gehouden voor de 15e van elke maand de lijst van zijn toevallige klanten tijdens de vorige maand met vermelding van de aard en van de hoeveelheid van de verzamelde afval aan de Dienst Beheer van Afvalstoffen mede te delen.

Art. 4. Die afwijking zal onmiddellijk ingetrokken worden bij niet-voldoening aan de bepalingen van de artikelen 1 of 2 van dit besluit.

Art. 5. Indien voor een of andere oorzaak de vergunning van de in artikel 1 bedoelde inrichting zou ingetrokken, opgeschort of vervallen zijn zonder hernieuwing, zou die afwijking van ambtswege nietig zijn.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 10 juli 1987.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest, belast met de Nieuwe Technologieën,
 de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME

F. 87 — 1862

**9 JUILLET 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
 accordant des délégations de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget
 de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 22 octobre 1970 érigeant en entreprise d'Etat le service chargé de l'exploitation du Complexe du Barrage de Nisramont;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 2;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 6, § 1er, V, 1^o, 13 et 69;

Vu l'article 21 du décret du 23 décembre 1986 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu les articles 4 et 5 du décret du 9 juillet 1987 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1987 — Partie Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1985 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 modifiant celui du 22 avril 1982 régissant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions en date du 9 juillet 1987;

Considérant qu'un des objectifs de l'Entreprise d'Etat est d'octroyer au service compétent une plus grande autonomie de gestion;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Sont désignés comme ordonnateurs-délégués pour l'engagement et la mise en liquidation des dépenses dans la limite des crédits disponibles, à charge des crédits ouverts aux articles suivants du budget, à l'exclusion de toute dépense en matière de relations publiques :

Titre V : « Entreprise d'Etat ».

1^o Titre I, article 12.02.;

2^o Titre I, article 12.03. à l'exclusion de l'engagement des dépenses relatives à des études et enquêtes, à des publications écrites ou audio-visuelles ou à des actions d'information et de sensibilisation du public;

3^o Titre II, article 71.01.;

4^o Titre II, article 73.01.;

5^o Titre II, article 73.02.;

6^o Titre II, article 73.03.;

7^o Titre II, articles 74.01. et 74.02.;

— l'administrateur général pour les dépenses supérieures à 1 250 000 F et qui ne dépassent pas 2 000 000 F;

— le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour les dépenses supérieures à 800 000 F et qui ne dépassent pas 1 250 000 F;

— le chef du service de production et d'adduction d'eau pour les dépenses supérieures à 300 000 F et qui ne dépassent pas 800 000 F;

— les responsables de la cellule technique et de la cellule administrative et les responsables de complexe, chacun pour les dépenses qui le concernent et qui ne dépassent pas 300 000 F.

Art. 2. Sont désignés comme ordonnateurs-délégués pour l'engagement et la mise en liquidation des dépenses dans la limite des crédits disponibles à charge des crédits ouverts aux articles suivants du budget à l'exclusion de toute dépense en matière de relations publiques :

Titre V ; Entreprise d'Etat.

1^o Titre I, article 11.03;

2^o Titre I, article 12.01.;

3^o Titre I, article 12.04.;

- l'administrateur général pour les dépenses supérieures à 1 250 000 F et qui ne dépassent pas 2 000 000 F;
- le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour les dépenses supérieures à 800 000 F et qui ne dépassent pas 1 250 000 F;
- le chef du service de production et d'adduction d'eau pour les dépenses supérieures à 300 000 F et qui ne dépassent pas 800 000 F;
- le responsable de la cellule administrative pour les dépenses qui ne dépassent pas 300 000 F.

Art. 3. Les délégations visées aux articles 1er et 2 sont exercées par les responsables de cellule ou de complexe pour autant que les dépenses cumulées par article budgétaire ne dépassent pas le montant prévisionnel proposé par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour la cellule ou le complexe concerné et approuvé par le Ministre ayant la politique de l'Eau dans ses attributions.

Art. 4. Est désigné comme ordonnateur-délégué pour l'engagement et la mise en liquidation de dépenses en matière de relations publiques qui ne dépassent pas 20 000 F dans la limite des crédits disponibles à charge des articles 12.01, 12.03 et 12.04, titre I, titre V, Entreprise d'Etat, le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 5. Dans le cadre des marchés préalablement approuvés par le Ministre, sont désignés comme ordonnateurs-délégués pour la liquidation des dépenses dans la limite des crédits disponibles à charge des articles 71.01, 73.01, 73.02, 73.03, 74.01 et 74.02, du titre II, titre V, Entreprise d'Etat :

- l'administrateur général pour les dépenses supérieures à 10 000 000 F et qui ne dépassent pas 20 000 000 F;
- le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement pour les dépenses supérieures à 5 000 000 F et qui ne dépassent pas 10 000 000 F;
- l'inspecteur général du Service de production et d'adduction d'eau pour les dépenses inférieures à 5 000 000 F.

Art. 6. Les ordonnateurs-délégués sont habilités à arrêter et approuver les cahiers spéciaux des charges ou les documents en tenant lieu, procéder au choix du mode de passation, à l'engagement de la procédure et à la conclusion des marchés de travaux, de fournitures et services dans le respect des dispositions légales relatives aux marchés publics et dans la limite des délégations accordées.

Art. 7. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement soumet à l'administrateur général les dossiers pour lesquels celui-ci a délégation.

Art. 8. Les montants repris dans le présent arrêté s'entendent T.V.A. incluse.

Art. 9. En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires visés aux articles 1er, 2, 4 et 5 du présent arrêté, les délégations dont ils sont respectivement investis sont accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, au fonctionnaire ayant délégation pour un montant supérieur.

Art. 10. Les dispositions du présent arrêté n'ont pas pour effet de dessaisir le Ministre compétent du pouvoir d'engager et d'ordonnancer toutes dépenses à charge des crédits visés aux articles 1er, 2, 4 et 5 du présent arrêté.

Le Ministre ne peut toutefois substituer sa décision à celle qui aurait été prise par le fonctionnaire désigné conformément aux articles précités.

Art. 11. Le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement communique mensuellement au Ministre la liste des dossiers qui ont fait l'objet d'un engagement ou d'une liquidation de dépenses.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa notification aux parties visées à l'article 13.

Art. 13. Copie du présent arrêté est notifiée aux Directions générales et aux Directions d'administration du Ministère de la Région wallonne, aux ordonnateurs-délégués, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances et au Ministère des Finances, Administration de la Trésorerie.

Art. 14. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de la Région wallonne
pour l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

D. 87 — 1882

9. JULI 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive
zur Erteilung der Ermächtigungen und Unterschriftsberechtigungen für die Ausführung des Haushaltsplans
des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Oktober 1970, das den mit der Betreuung des Staudammkomplexes von Nisramont beauftragten Dienst in einen Staatsbetrieb umwandelt;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. Juli 1986 über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 6, § 1, V, Punkt 1, 13 und 60;

Aufgrund von Artikel 21 des Dekrets vom 23. Dezember 1986 zur Festlegung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region;

Aufgrund der Artikel 4 und 5 des Dekrets vom 9. Juli 1987, das das erste Anpassungsblatt zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 — Teil Ministerium der Wallonischen Region — enthält;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. April 1977 über die öffentlichen Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. Dezember 1977 bezüglich der Übertragung von Befugnissen für die Vergabe und Ausführung von öffentlichen Bau- und Arbeitsleistungs-, Liefer- und Dienstleistungsaufträgen;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Abänderung des Erlasses vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, gegeben am 9. Juli 1987;

In der Erwägung, dass eines der Ziele des Staatsbetriebs darin besteht, der zuständigen Dienststelle mehr Autonomie zu gewähren;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Folgende Personen werden als bevollmächtigte Anweisungsbefugte bestellt, um im Rahmen der verfügbaren Mittel die Ausgabeverpflichtungen — mit Ausnahme jeglicher Ausgabe in bezug auf Öffentlichkeitsarbeit — zu Lasten der in den folgenden Artikeln des Haushaltsplans bereitgestellten Mittel einzugehen und zu erfüllen :

Titel V : « Staatsbetrieb ».

1. Titel I, Artikel 12.02;

2. Titel I, Artikel 12.03, mit Ausnahme der Ausgabeverpflichtungen in bezug auf Studien und Untersuchungen, schriftliche oder audiovisuelle Veröffentlichungen oder Massnahmen zu Information und Sensibilisierung der Öffentlichkeit;

3. Titel II, Artikel 71.01;

4. Titel II, Artikel 73.01;

5. Titel II, Artikel 73.02;

6. Titel II, Artikel 73.03;

7. Titel II, Artikel 74.01 und 74.02;

— der Generalverwalter für die Ausgaben, die über 1 250 000 BF liegen und 2 000 000 BF nicht überschreiten;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt für die Ausgaben, die über 800 000 BF liegen und 1 250 000 BF nicht überschreiten;

— der Leiter der Dienststelle für Wassergewinnung und -zufuhr, und zwar für die Ausgaben, die über 300 000 BF liegen und 800 000 BF nicht überschreiten;

— die Verantwortlichen der technischen Zelle und der Verwaltungszelle und die Verantwortlichen des Komplexes, und zwar jeder für die Ausgaben, die ihn jeweils betreffen und die 300 000 BF nicht überschreiten.

Art. 2. Folgende Personen werden als bevollmächtigte Anweisungsbefugte bestellt, um im Rahmen der verfügbaren Mittel die Ausgabeverpflichtungen — mit Ausnahme jeglicher Ausgabe in bezug auf Öffentlichkeitsarbeit — zu Lasten der in den folgenden Artikeln des Haushaltsplans bereitgestellten Mittel einzugehen und zu erfüllen :

Titel V : Staatsbetrieb.

1. Titel I, Artikel 11.03;

2. Titel I, Artikel 12.01;

3. Titel I, Artikel 12.04;

— der Generalverwalter für die Ausgaben, die über 1 250 000 BF liegen und 2 000 000 BF nicht überschreiten;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt für die Ausgaben, die über 800 000 BF liegen und 1 250 000 BF nicht überschreiten;

— der Leiter der Dienststelle für Wassergewinnung und -zufuhr für die Ausgaben, die über 300 000 BF liegen und 800 000 BF nicht überschreiten;

— der Verantwortliche der Verwaltungszelle für die Ausgaben, die 300 000 BF nicht überschreiten.

Art. 3. Die in den Artikeln 1 und 2 erteilten Vollmachten werden von den Verantwortlichen der Zelle bzw. des Komplexes ausgeübt, sofern die gesamten Ausgaben pro Artikel im Haushaltsplan nicht den veranschlagten Betrag überschreiten, der vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt für die Zelle bzw. den betreffenden Komplex vorgeschlagen worden ist und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, genehmigt worden ist.

Art. 4. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt wird als bevollmächtigter Anweisungsbefugter bestellt, um im Rahmen der verfügbaren Mittel Ausgabeverpflichtungen im Bereich der Öffentlichkeitsarbeit zu Lasten der Artikel 12.01, 12.03 und 12.04 Titel I, Titel V, Staatsbetrieb, einzugehen und zu erfüllen, und zwar für Ausgaben, die 20 000 BF nicht überschreiten.

Art. 5. Im Rahmen der Aufträge, die vorher vom Minister genehmigt worden sind, werden folgende Personen als bevollmächtigte Anweisungsbefugte bestellt, um innerhalb der Grenzen der verfügbaren Mittel die Ausgabeverpflichtungen zu Lasten der Artikel 71.01, 73.01, 73.02, 73.03, 74.01 und 74.02 des Titels II, des Titels V, Staatsbetrieb, zu erfüllen :

— der Generalverwalter für die Ausgaben, die über 10 000 000 BF liegen und 20 000 000 BF nicht überschreiten;

— der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt für die Ausgaben, die über 5 000 000 BF liegen und 10 000 000 BF nicht überschreiten;

— der Generalinspektor der Dienststelle für Wassergewinnung und -zufuhr, und zwar für die Ausgaben unter 5 000 000 BF.

Art. 6. Die bevollmächtigten Anweisungsbefugten sind berechtigt, unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen über die öffentlichen Aufträge und im Rahmen der erteilten Vollmachten die Sonderlastenhefte oder die Dokumente, die letztere ersetzen, aufzustellen und zu genehmigen, die Art der Auftragserteilung zu wählen, das Verfahren und den Abschluss der Bau- und Arbeitsleistungs-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge einzuleiten.

Art. 7. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt legt dem Generalverwalter die Akten vor, für die letzterer eine Vollmacht hat.

Art. 8. Die Beträge, die im vorliegenden Erlass erwähnt sind, verstehen sich einschliesslich Mehrwertsteuer.

Art. 9. Wenn die in den Artikeln 1, 2, 4 und 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten abwesend oder verhindert sind, werden die Vollmachten, mit denen sie jeweils versehen sind, während der Dauer ihrer Abwesenheit bzw. Verhinderung dem Beamten erteilt, der eine Vollmacht für einen höheren Betrag hat.

Art. 10. Durch die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses wird dem zuständigen Minister nicht die Befugnis entzogen, zu Lasten der in den Artikeln 1, 2, 4 und 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Mittel alle Ausgabeverpflichtungen einzugehen und alle Ausgabeanweisungen zu erteilen.

Der Minister darf den Beschluss, den der gemäss den vorerwähnten Artikeln bestellte Beamte gefasst hat, jedoch nicht durch seinen eigenen Beschluss ersetzen.

Art. 11. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt übermittelt dem Minister jeden Monat die Liste der Akten, für die Ausgabeverpflichtungen eingegangen oder erfüllt worden sind.

Art. 12. Vorliegender Erlass tritt in Kraft an dem Tag, an dem er den in Artikel 13 erwähnten Parteien zugestellt wird.

Art. 13. Eine Abschrift des vorliegenden Erlasses wird den Generaldirektionen und den Verwaltungsdirektionen des Ministeriums der Wallonischen Region, den bevollmächtigten Anweisungsbefugten, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion und dem Ministerium der Finanzen, Verwaltung der Staatskasse, zugestellt.

Art. 14. Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 9. Juli 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die Wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

N. 87 — 1862

9 JULI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot verlening van bevoegdheids- en ondertekeningsopdrachten inzake de uitvoering van de begroting van het Staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 22 oktober 1970 tot omzetting in een Staatsbedrijf van de dienst belast met de exploitatie van het Stuwdamcomplex te Nisramont;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikelen 6, § 1, V, 1^o, 13 en 69;

Gelet op artikel 21 van het decreet van 23 december 1986 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op de artikelen 4 en 5 van het decreet van 9 juli 1987 houdende de eerste aanpassing van de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1987 — Deel Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1987 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, Leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van 23 december 1985 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 27 januari 1982 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 tot wijziging van dat van 22 april 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 9 juli 1987;

Overwegende dat een van de doelen van het Staatsbedrijf is een grotere beheerzelfbestuur aan de bevoegde dienst te verlenen;

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Worden aangezien als gemachtigde ordonnateurs voor de vastlegging en de vereffening van de uitgaven binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, ten laste van de in de volgende artikels van de begroting geopende kredieten, met uitzondering van elke uitgave inzake openbare betrekkingen :

Titel V : « Staatsbedrijf ».

1° Titel I, artikel 12.02.;

2° Titel I, artikel 12.03., met uitzondering van de vastleggingen betreffende studies en onderzoeken, schriftelijke of audio-visuele publikaties of akties van inlichting en gevoeligmaking van het publiek;

3° Titel II, artikel 71.01.;

4° Titel II, artikel 73.01.;

5° Titel II, artikel 73.02.;

6° Titel II, artikel 73.03.;

7° Titel II, artikelen 74.01 en 74.02.;

— de administrateur-generaal voor de uitgaven van meer dan 1 250 000 F en die niet meer dan 2 000 000 F bedragen;

— de directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu voor de uitgaven van meer dan 800 000 F en die niet meer dan 1 250 000 F bedragen;

— het hoofd van de dienst van waterproductie en -leiding voor de uitgaven van meer dan 300 000 F en die niet meer dan 800 000 F bedragen;

— de verantwoordelijken van de technische cel en de administratieve cel en de verantwoordelijken van het complex, ieder voor de uitgaven die hem betreffen en die niet meer dan 300 000 F bedragen.

Art. 2. Worden aangewezen als gemachtigde ordonnateurs voor de vastlegging en de vereffening van de uitgaven binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, ten laste van de in de volgende artikels van de begroting geopende kredieten, met uitzondering van elke uitgave inzake openbare betrekkingen :

Titel V : Staatsbedrijf.

1° Titel I, artikel 11.03.;

2° Titel I, artikel 12.01.;

3° Titel I, artikel 12.04.;

— de administrateur-generaal voor de uitgaven van meer dan 1 250 000 F en die niet meer dan 2 000 000 F bedragen;

— de directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu voor de uitgaven van meer dan 800 000 F en die niet meer dan 1 250 000 F bedragen;

— het hoofd van de dienst van waterproductie en -leiding voor de uitgaven van meer dan 300 000 F en die niet meer dan 800 000 F bedragen;

— de verantwoordelijken van de administratieve cel voor de uitgaven die niet meer dan 300 000 F bedragen.

Art. 3. De in artikelen 1 en 2 bedoelde machtigingen worden uitgeoefend door de cel- of complexverantwoordelijken voor zover dat de per begrotingsartikel gecumuleerde uitgaven het voorlopig bedrag voorgesteld door de directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu voor de cel of het betrokken complex en goedgekeurd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Water behoort, niet overschrijden.

Art. 4. Wordt aangewezen als gemachtigde ordonnateur voor de vastlegging en de vereffening van de uitgaven inzake openbare betrekkingen die niet meer dan 20 000 F bedragen binnen de grenzen van de beschikbare kredieten ten laste van artikelen 12.01, 12.03 en 12.04, titel I, titel V, Staatsbedrijf, de directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu.

Art. 5. In het raam van de door de Minister voorafgaande goedgekeurde opdrachten, worden aangewezen als gemachtigde ordonnateurs voor de vereffening van de uitgaven binnen de grens van de beschikbare kredieten ten laste van de artikelen 71.01, 73.01, 73.02, 73.03, 74.01 en 74.02 van titel II, titel V, Staatsbedrijf :

— de administrateur-generaal voor de uitgaven van meer dan 10 000 000 F en die niet meer dan 20 000 000 F bedragen;

— de directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu voor de uitgaven van meer dan 5 000 000 F en die niet meer dan 10 000 000 F bedragen;

— de inspecteur-generaal van de dienst van waterproductie en -leiding voor de uitgaven die niet meer dan 5 000 000 F bedragen.

Art. 6. De gemachtigde ordonnateurs zijn gemachtigd om de bijzondere bestekken of de stukken die ze vervangen te bepalen en goed te keuren, over te gaan tot de keuze van de uitvoeringswijze, het beginnen van de rechtspleging en het aangaan van de opdrachten van werken, leveringen en diensten, nakomend de wettelijke bepalingen betreffende de overheidsopdrachten en binnen de grenzen van de toegekende machtigingen.

Art. 7. De directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu overhandigt aan de administrateur-generaal de dossiers waarvoor deze gemachtigd is.

Art. 8. De bedragen vermeld in dit besluit dienen te worden begrepen inclusief BTW.

Art. 9. Bij afwezigheid of verhindering van de in artikelen 1, 2, 4 en 5 van dit besluit bedoelde ambtenaren worden de machtigingen waarmee zij onderscheidenlijk bekleed zijn toegekend, tijdens de afwezigheid of verhindering, aan de ambtenaar die een machtiging heeft voor een hoger bedrag.

Art. 10. De bepalingen van dit besluit hebben niet als gevolg de machtiging van vastlegging en afgifte van bevelschriften tot betaling van alle uitgaven ten laste van de in artikelen 1, 2, 4 en 5 van dit besluit bedoelde kredieten aan de bevoegde Minister te onttrekken.

De Minister mag evenwel niet zijn beslissing in de plaats stellen van dewelke genomen zou zijn door de ambtenaar aangewezen overeenkomstig de hierboven vermelde artikelen.

Art. 11. De directeur-generaal van de algemene directie van natuurlijke hulpbronnen en het leefmilieu deelt maandelijks aan de Minister de lijst van de dossiers die het voorwerp zijn geweest van een vastlegging of van een vereffening van uitgaven mede.

Art. 12. Dit besluit treedt in kracht de dag van zijn kennisgeving aan de in artikel 13 bedoelde partijen.

Art. 13. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennis gebracht aan de algemene directies en aan de bestuursdirecties van het Ministerie van het Waalse Gewest, aan de gemachtigde ordonnateurs, aan het Rekenhof, aan de Inspectie van Financiën en aan het Ministerie van Financiën, Bestuur van de Schatkist.

Art. 14. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

A. LIENARD

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 87 — 1863

9. JULI 1987. — Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Anerkennung der freien lokalen Rundfunksender

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekretes des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 16. Juni 1986 zur Festlegung der Anerkennungsbedingungen für freie lokale Rundfunksender, insbesondere des Artikels 2, § 1, des Artikels 6, § 4, und des Artikels 10, Absatz 3;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Gemeinschaftsministers für Ausbildung, kulturelle Animation und Medien, und aufgrund der Beratung der Exekutive vom 9. Juli 1987,

Beschliesst :

KAPITEL I. — Anerkennung

Artikel 1. Der Antrag auf Anerkennung als freier lokaler Rundfunksender ist beim Sekretariat der Kommission für freie lokale Rundfunksender, nachstehend als « Kommission » bezeichnet, einzureichen.

Art. 2. Dem Antrag sind beizufügen :

1° eine Kopie der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzung der Vereinigung ohne Erwerbszweck und die Anschrift der Mitglieder des Verwaltungsrates;

2° die Angabe des geographischen Standortes der Produktions- und Sendeeinrichtungen, der Höhe der Antenne sowie des Sendebereiches und der Reichweite des Senders;

3° eine Aufstellung über die bestehende oder geplante Programmierung, die benutzten oder vorgesehenen Sendezeiten, die benutzte(n) oder gewünschte(n) Sendefrequenz(en), das benutzte oder vorgesehene Sendezichen;

4° eine detaillierte Übersicht der Finanzlage des antragstellenden Rundfunksenders;

5° für die bereits tätigen Rundfunksender, das Datum der Inbetriebnahme.

§ 2. Außerdem muß der Antrag eine durch die Mitglieder des Verwaltungsrates unterzeichnete Erklärung enthalten, laut der :

1° der Rundfunksender nicht mit einem Handelsunternehmen verbunden ist;

2° der Rundfunksender weder rechtlich noch faktisch einem privaten Sendernetz angehört, dessen Besitzer eine Person, eine Vereinigung oder Gesellschaft mit Wohnsitz oder Sitz außerhalb des deutschen Sprachgebietes ist;

3° die Ansager bzw. die Moderatoren, die bei einer Wahl jeglicher Art Kandidat sind, ab dem Erscheinen der Kandidatenliste keine anderen Programme als Muskiprogramm moderieren dürfen;

4° pro Sendetag während mindestens eines Viertels der Sendezeit selbstproduzierte Beiträge ausgestrahlt werden, die politische, soziale oder kulturelle Themen zum Schwerpunkt haben oder die der lokalen Animation dienen;

5° Maßnahmen ergriffen werden, um den Bürgern die Möglichkeit zu geben, ihre Meinung zu den ausgestrahlten Sendungen zu äußern.

Art. 3. § 1. Nach Feststellung der Vollständigkeit der aufgrund von Artikel 2 erforderlichen Dokumente, überstellt der Sekretär der Kommission dieser die Akte, sowie eine Kopie des Antrags an den zuständigen Gemeinschaftsminister.

§ 2. Der antragstellende Rundfunksender wird vom Sekretär hiervon in Kenntnis gesetzt.

Art. 4. Für die Anträge von bereits tätigen Rundfunksendern gibt die Kommission der Exekutive innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Übersendung der Akte ein begründetes Gutachten über den Inhalt der Sendungen und ein technisches Gutachten ab.

Die Frist wird um fünfzehn Tage verlängert, wenn die Antragsteller auf eigenen Wunsch von der Kommission angehört werden.

Die Exekutive trifft ihre Entscheidung und stellt sie den Antragstellern innerhalb von vierzig Tagen nach Erhalt des Gutachtens der Kommission zu.

Art. 5. § 1. Für die Anträge von noch nicht tätigen Rundfunksendern gibt die Kommission der Exekutive innerhalb von fünfundvierzig Tagen nach Übersendung der Akte ein technisches Gutachten ab. Die Frist wird um fünfzehn Tage verlängert, wenn die Antragsteller auf eigenen Wunsch von der Kommission angehört werden.

Die Exekutive trifft eine Entscheidung über die vorläufige Anerkennung des Rundfunksenders und stellt sie den Antragstellern innerhalb von vierzig Tagen nach Erhalt des Gutachtens der Kommission zu.